

D'autres nations, qui ne siègent pas au Comité, ont à elles seules un pouvoir économique plus grand que les huit pays représentés ici. Mais il est de plus en plus clair que l'influence du Commonwealth transcende son pouvoir économique. Tous les membres du Comité sont conscients de l'occasion qui leur est offerte et de la responsabilité qu'ils ont de tracer le chemin que d'autres pourront suivre. Nos perspectives et nos prescriptions peuvent différer, mais nous ne demeurons pas moins déterminés de fournir ce leadership dynamique et constructif.

En février, à Lusaka, le Comité a recensé les secteurs sur lesquels faire porter les efforts. Aujourd'hui et demain, nous envisagerons de nouvelles mesures que les gouvernements du Commonwealth peuvent appliquer. Nous comptons maintenir et accentuer les pressions jusqu'à ce que le système d'apartheid soit aboli.

Cet objectif transcende les gouvernements: il vise à mobiliser la participation des citoyens et des organisations.

À cette fin, le Canada a organisé en marge de notre réunion, ici même à Toronto, des manifestations sur le thème "Ranimons l'espoir" de la liberté. Ainsi, il se tient aujourd'hui à l'Hôtel de ville un forum sur la censure et la propagande qui permettra au public d'échanger des vues avec d'éminents Sud-Africains et d'autres personnalités. Par ailleurs, un festival culturel, inauguré hier, met en pleine lumière le combat livré contre l'apartheid.

L'élément primordial d'une société tolérante et libre est le respect des autres. Comme l'établissent les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme, tous les individus, indépendamment de leur race, de leur religion, de leur sexe ou d'autres caractéristiques, sont fondamentalement égaux. C'est ce principe d'égalité qui nie et bafoue de façon si flagrante le régime d'apartheid qui est ancré dans l'inégalité raciale.

Nous sommes impatients de connaître leurs vues et d'échanger des idées avec eux. Leur participation prêle une réalité immédiate à nos débats.

L'un de nos invités ne se trouve pas parmi nous. Cyril Ramaphosa dirige le Syndicat des mineurs. Les autorités sud-africaines ont refusé de le laisser venir à Toronto. Il est manifeste que Pretoria ne veut pas que nous entendions ce qu'il a à dire. Nous regrettons que M. Ramaphosa n'ait pu se joindre à nous. Les mesures prises contre lui témoignent avec éloquence de la nature de l'apartheid.